

TRIBUNAL DE BOUIRA

Lourdes peines requises contre des enfants de chouhada

Finale­ment, et après un premier report, l'affaire opposant le représentant de l'Onec au niveau de la wilaya de Bouira au porte-parole des enfants de chouhada libres qui avaient organisé un sit-in de protestation le 18 décembre 2013 devant le siège de cette organisation, a été traitée ce mardi au niveau du tribunal de Bouira.

Et au grand étonnement des pré­sents, en premier lieu l'avocat de la défense, Maître Ali Brahimi, le procureur requerra deux ans de prison dont six mois fermes contre le principal accusé.

Au mois de novembre dernier, après plusieurs mois depuis cette action, le porte-parole des enfants de chouhada libres de Bouira, Tahar Akkouche, a été convoqué par le juge d'instruction suite à un dépôt de plainte déposé par le respon­

sable de l'Onec de Bouira pour séques­tration du personnel de l'Onec à l'intérieur du siège sis à la Place des Martyrs de Bouira. Devant le juge d'instruction, Tahar Akkouche réfutera cette charge retenue contre lui, en expliquant que le sit-in a été organisé à l'extérieur, d'une manière civique et pacifique par une centaine d'enfants de chouhada et sans recourir à aucune action forcée ou violente. Il expli­quera que l'organisation des enfants de

chouhada libres à laquelle il appartient, milite depuis plusieurs années pour la réunification des rangs de tous les enfants de chouhada et la restitution des sièges de l'Onec à l'échelle nationale aux authentiques enfants de chouhada. Aussi, l'action qui a été organisée en ce 18 décembre 2013 à Bouira, l'a été éga­lement et durant la même journée à tra­vers plusieurs wilayas dont Chlef, M'sila, Béjaïa et Boumerdès, sans que des res­ponsables de l'Onec au niveau de ces wilayas ne voient la nécessité de porter plainte contre d'autres enfants de chouhada comme venait de le faire le respon­nable de l'Onec de Bouira. N'empêche que malgré ces dépositions et ces expli­

cations, l'affaire a été programmée ce mardi, et en présence de l'avocat, Maître Ali Brahimi, qui a accepté de défendre bénévolement la cause de ces enfants de chouhada libres. Le procureur de la République, et bien que les plaignants eurent retiré leurs plaintes, a requis deux ans de prison dont six mois fermes contre le principal accusé, le porte-parole Tahar Akkouche.

Un réquisitoire qui a étonné Maître Ali Brahmi, qui a expliqué lors de sa plaidoi­rie, que si les faits retenus contre son client sont avérés, alors il faudrait appli­quer la loi et à ce moment, ce n'est pas 6 mois de prison ferme qu'il faut demander mais des années, et si les faits ne sont

pas prouvés et c'est le cas, alors il fau­drait demander un non-lieu. Par la suite, Maître Ali Brahimi démontrera la nullité des charges retenues contre son client car celui-ci était sur place au même titre que les dizaines de ses collègues, avec photos et vidéo à l'appui, ainsi que l'ab­sence de preuves montrant la séquestra­tion du personnel, tant aucun cadenas ni autre chaîne n'ont été mis sur le portail de l'Onec.

Rappelons que ce procès s'est déroulé en présence d'une trentaine d'enfants de chouhada venus soutenir leur porte-parole. Le verdict sera rendu le 3 mars prochain.

Y. Y.

APRÈS UNE GRAVE CRISE DE DÉCHARGE PUBLIQUE QUI A DURÉ SIX MOIS

Akbou, une ville à la dérive

L'une des villes les plus riches du pays et les plus civilisées où il faisait bon vivre, le chef-lieu de la commune d'Akbou est devenu méconnaissable. La coquette ville et pôle par excellence de l'industrie nationale, ne l'est plus a priori. Elle sombre de plus en plus dans la déliquescence et touche le fond, désormais.

Les prémices d'une ville exposée «volontairement» à la dérive sont clairement visibles à qui regarde bien. La glorieuse cité révolutionnaire s'est appauvrie tout d'un coup et pas le moindre déclic à l'horizon. Akbou est tout simplement abandonnée et laissée-pour-compte.

Le phénomène récurrent des poubelles, qu'on croyait définitivement résolu, refait surface, au grand dam de la population.

Le paysage est cruel et insoutenable, dominé par des montagnes de poubelles éparpillées çà et là dans tous les quartiers de la ville. Des poubelles qui n'ont pas été évacuées de la cité depuis une douzaine de jours, avons-nous appris sur place. Devant le portail des urgences de l'hôpital de la ville, un immense amoncellement de déchets ménagers s'est formé, à couper la respiration aux

urgentistes et aux patients. A l'heure d'une impla­cable guerre mondiale contre la pollution, n'en déplaie à ceux qui gèrent les affaires de cette commune, qu'il est difficile de croire, un seul ins­tant que cette même agglomération a vécu un vrai cauchemar pendant six longs mois, après la fer­meture musclée de la fameuse décharge de Biziou et que rien n'est encore fait dans le sens de l'hygiène publique. «On va droit vers une autre crise avec le mouvement des citoyens de Biziou, pourquoi veut-on réveiller les démons ?» nous confiera M. K., un jeune commerçant d'Akbou.

Les Akbouciens ne pouvaient plus sortir ou du moins respirer devant chez eux pendant plusieurs mois à cause des montagnes de déchets ménagers qui leur ont empoisonné la vie. Hélas au rythme où vont les choses, il est à craindre que le même scénario soit de retour dans les tout prochains jours. L'on a appris que cette fois, ce sont les travailleurs de la régie communale chargés du nettoyage qui ont décidé de boycotter leurs camions et leurs vieilles tenues, de se mettre en évidence pour revendiquer un minimum de «respect» à la profession. Les travailleurs ont exigé de la municipalité, des treillis décents et un parc à matériel plus commode pour leur confort. Rien

n'est encore prévu dans ce sens, avons-nous appris d'une source bien au fait du dossier. «Akbou vit cette situation de magouille et de blo­cage depuis plusieurs années, il règne un climat malsain entre élus et exécutif communal. Les affaires courantes sont carrément gelées au mépris de la population, l'avenir est incertain pour cette ville. Il risque tout simplement de plonger les citoyens dans une catastrophe écologique et humaine qui n'en finira pas», ajoute notre source à propos de ce chaos auquel a été incompréhen­siblement livrée Akbou. Les routes du centre-ville ou dans sa périphérie sont toutes dans un état pitoyable. Tous les automobilistes le savent, il faut avoir le génie de zigzaguer pour contourner la tourmente qui domine la majorité du tissu urbain.

Ces dernières sont gorgées de nids-de-poule et d'affaissements. Les dégradations ont été pro­voquées par des épisodes de travaux. Toute l'ag­glomération est concernée. Les réfections en pro­fondeur attendront le mois de juin (si Dieu le veut) et la fin des travaux en cours. En attendant, on ne se presse pas pour boucher les trous les plus gênants pour la circulation. «Akbou boit, mange et respire de la manipulation, c'est gravissime. Au lieu de s'occuper des problèmes internes de leur

cité, ils (les élus) s'affairent à se jouer des tours, des complots et autres mesquineries entre eux. C'est complètement irresponsable. Croyez-moi, ils sont tous pareils, aucun d'entre eux n'est capable de gérer quoi que ce soit. Ils sont mûs par des intérêts personnels. On s'en fout du dévelop­pement ou de l'embellissement de la ville», enchaînera B. G., un autre commerçant.

Il est urgent, avant qu'il ne soit trop tard, d'amener des questions sociales au cœur de la triste réalité qui sévit dans la métropole de l'indus­trie locale, où les intérêts de groupes particuliers ne manqueront pas d'étouffer autant qu'ils le pour­ront le nécessaire débat de société, aux dépens des citoyens les plus fragiles, naturellement moins mobilisés et moins influents.

Par ailleurs, des centaines d'Akbouciens ont manifesté dimanche dernier, lors d'une marche initiée par l'association «Med-action» et quelques partis politiques de la région, depuis le lycée Hafsa jusqu'au siège de la daïra, pour appeler les hautes instances du gouvernement à s'impliquer dans le quotidien de la population locale, à revalo­riser le statut de la ville en wilaya et à restituer le foncier «dilapidé».

Kamel Gaci

ENTREPRISE DU MÉTRO D'ALGER

Des contrôleurs à poigne

Un incident s'est produit dans une station de métro à Alger confrontant une personne puis plusieurs autres à un contrôleur de l'EMA (l'Entreprise du métro d'Alger).

Des affiches sont plaquées sur les murs des stations de métro depuis quelque temps. Ces dernières invitent les usagers de ce moyen de transport à ne pas jeter leur ticket avant de quitter la station. Ceci pour ne pas avoir à se justifier devant les contrôleurs postés ici et là qui «veillent à faire régner l'ordre et la discipline en sanctionnant la fraude». Oh ! Un petit malentendu : une dame est abordée et par malchance n'a pas son ticket. Elle explique confuse qu'elle vient de s'en débarrasser et qu'elle est désolée. Puis elle explique qu'en voyant le vidoir juste à sa descente du métro, elle y a machinale­ment mis son ticket. Et le contrôleur de rétorquer : «C'est écrit partout». Mais étrangement, on avait l'impression d'entendre : «Vous ne savez pas lire ?»

La dame très gênée a été sommée devant toute l'as­istance de se mettre en retrait et a été débitée de 100 DA contre un petit billet faisant foi de reçu, sur lequel

il était bien mentionné que cette personne a eu à régula­riser sa situation de voyage pour absence de titre de transport. Mais sur ce bulletin, par contre, ne figurait pas le cachet de l'entreprise et encore moins la griffe ou la signature du contrôleur.

D'autres personnes ont subi le même «traitement» et elles étaient unanimes à dire qu'elles avaient pris l'habitu­de de jeter le ticket dans la première poubelle sitôt des­cendues de voiture et qu'il fallait tout de même un peu de temps pour adopter un comportement nouveau par rap­port à ce qui est nouveau tout en ne mettant pas en cause le mode de régularisation en vigueur. Cependant, elles refusent à qui que ce soit le droit de toucher à leur res­pectabilité en se comportant de façon incorrecte.

Unanimes ont-elles été également et surtout à repro­cher à certains contrôleurs leur indélicatesse et leur manque de tact : «On peut toujours faire respecter la loi en restant correct...»

Aucune des personnes interceptées n'avait à redire sur cette nouvelle mesure de censure mais aucune n'était prête à être délestée de sa dignité.

M. L.

Tizi-Ouzou a commémoré l'assassinat, il y a 19 ans, du journaliste Moh-Achour Belghezli

Il y a dix-neuf ans, une semaine après l'attentat contre *Le Soir d'Algérie* à Alger, Tizi-Ouzou était à son tour plongée dans cette inqualifiable atmosphère des jours que l'on n'ai­me pas se remémorer mais, par devoir, l'on se doit de rappeler, surtout par les temps qui courent. Il y a dix-neuf ans, donc, Tizi-Ouzou voyait un autre de ses journalistes, Moh-Achour Belghezli, disparaître par la faute de cette horde de fous furieux qui entendait ins­taurer l'égal de ce que l'on voit aujourd'hui avec l'Etat islamique en Irak et au Levant.

C'était en milieu de matinée de ce 17 février 1996, que l'inénarrable Moh-Achour et sa jeune assistante, Dalila Drideche, ont poussé leur dernier souffle d'une courte vie chargée d'incertitudes et, à l'époque, de larmes. C'est le souvenir de ce jour pénible que l'Association des journalistes et correspondants de la wilaya de Tizi-Ouzou, des jeunes du village d'origine du défunt pour la plupart regroupés autour de l'association Aguemoun, et d'autres parmi ceux qui ont vécu le triste événement, ont voulu commémorer hier, à Tizi-Ouzou, dans des cérémonies aussi simples que le fut le regretté Achour Belghezli.

Une courte visite à Ath-Aïssi, où repose le journaliste, suivie de l'inauguration d'une stèle à Tizi-Ouzou à quelques mètres à peine du lieu du drame, avant que place soit lais­sée dans l'après-midi à des conférenciers destinés à mieux faire connaître le parcours du journaliste qu'était Moh-Achour et surtout du militant de la cause berbère, lui qui faisait par­tie des détenus après les événements du Printemps d'avril 1980.

A. M.